

Afghans qui cherchent refuge au Pakistan ou en Iran. Nous savons maintenant que se rapproche de plus en plus vite le jour où le nombre de réfugiés à l'extérieur de l'Afghanistan et celui des personnes déracinées et dépossédées de leurs biens à l'intérieur de l'Afghanistan représenteront plus de 50 pour cent de l'ensemble de la population au moment de l'invasion. M. le Président, cela dépasse l'entendement.

L'an dernier, à pareille époque, nous savions que les frontières du Pakistan étaient violées de façon intermittente par des actes sélectifs d'infiltration et d'agression. Un an plus tard, nous savons que ce schéma s'est amplifié de façon spectaculaire, comme en témoigne l'éloquent discours prononcé par le Ministre des Affaires étrangères du Pakistan à l'ouverture du débat en cours. Le Canada ajoute sa voix à celle de tant d'autres délégations pour exprimer son entière solidarité avec le Pakistan, ainsi que sa profonde admiration pour son traitement humanitaire de millions de réfugiés et sa résistance stoïque à l'intimidation et à la subversion.

L'an dernier, à pareille époque, on ne parlait pas de retrait de troupes. Un an plus tard, nous avons pris connaissance du départ de six régiments soviétiques, comme l'avait annoncé en juillet le Secrétaire général du parti communiste soviétique, M. Gorbachev. Il importe peu de savoir s'il s'agit là d'un tour de passe-passe militaire bien orchestré, d'un habile redéploiement des tanks ou de l'évacuation effective d'hommes et d'engins dont la présence en Afghanistan ne s'est pas nécessairement révélée utile. Ce qui compte, c'est que plus de 110 000 hommes et tout leur appareil collectif de guerre sont toujours sur place pour procéder à une pacification systématique. Le monde demande plus que des gestes symboliques pour que la preuve de la bonne foi soit faite.

Enfin, M. le Président, à pareille époque, l'an dernier, les négociations menées par M. Diego Cordovez sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies n'étaient pas encore arrivées à l'heure de vérité, à la question spécifique du retrait des troupes. Mais au cours de l'année qui vient de s'écouler, faisant preuve d'une magnifique ténacité et d'un talent que nous saluons et que nous appuyons, l'équipe des Nations Unies a amené les parties à centrer leur attention sur cette question. Et que s'est-il produit? En dépit du fait que la plupart des détails des autres éléments en négociations aient été réglés, l'Union soviétique a refusé de présenter un calendrier raisonnable de retrait.

M. le Président, l'invasion s'est faite en 72 heures seulement. Le retrait ne devrait pas demander plus d'une